

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

EDOUARD CLUNET

par

ANDRE-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Publié avec le concours du

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
H. BLIN, Président de la 1^{re} Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
R. DROUILLAT, Président de la 2^e Section civile de la Chambre civile de la Cour de Cassation.
P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
† **M. PICARD**, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

PHILIPPE KAHN

Chargé de Recherche

au Centre National de la Recherche Scientifique

EDITIONS TECHNIQUES S.A.

123, rue d'Alésia

PARIS (XIV^e)

1968

TABLE TRIMESTRIELLE

1968 (95^e année). — 3^e livraison. — Juillet, août, septembre

Doctrine

Le traité de 1967 sur l'Espace, par Bin CHENG	534
Les œuvres cinématographiques dans le cadre de la Convention de Berne révisée à Stockholm en 1967, par Henri DESBOIS	646
L'application de la liberté d'établissement dans les Etats membres de la Communauté économique européenne, par Odette LOY	673

Variétés

Le IX ^e Congrès de l'Union internationale du notariat latin (Munich et Salzbourg, 1967), par Jean-Pierre COUTURIER	695
---	-----

Jurisprudence

BULLETTIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par B. AUDIT, P. AYMOND, Ph. KAHN, M. SIMON-DEPITRE	700
--	-----

Arbitrage.

Sentence étrangère. — Voies de recours. — Opposition à ordonnance d'exequatur	719
Sentence étrangère. — Voies de recours. — Tierce opposition à ordonnance d'exequatur. — Pouvoirs du juge de l'exequatur. — Loi d'ordre public du pays d'exécution. — Conditions d'intervention. — Application d'une loi de procédure postérieure à la conclusion du contrat. — Respect des droits de la défense	719

Contrat.

Contrat de louage de service. — Conclusion et exécution à l'étranger. — Cocontractant français. — Clause attributive de juridiction à un tribunal étranger. — Validité	717
--	-----

Loi étrangère.

Application. — Contrôle de la motivation	713
--	-----

Mariage.

Célébration à l'étranger. — Epoux français mineur. — Défaut de publication préalable en France. — Fraude à la loi française régissant le fond. — Nullité absolue. — Fins de non-recevoir. — Articles 183 et 996 du Code civil. — Inapplicabilité	705
--	-----

Nationalité.

Acquisition de la nationalité française par déclaration. — Code de la nationalité, article 152, alinéa 2. — Enfant recueilli et élevé par un Français. — Conditions	700
---	-----

Régime matrimonial.

Epoux italiens. — Mariage en Italie. — Absence de contrat. — Régime de la séparation de biens. — Création d'une société de faits. — Validité	713
--	-----

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,

par P. AYMOND, R. DAYANT, B. GOLDMAN, Ph. KAHN, J. RIBETTES-THILLET	728
---	-----

Communautés européennes.

Traité C.E.E. — Article 177. — Recours en interprétation	740
---	-----

Contrat.

Transports maritimes. — Subrogation de l'assureur. — Loi applicable 735

Etrangers (Conditions des).

Activités réglementées. — Agriculture. — Exercice en France. — Convention franco-belge du 6 octobre 1927. — Ordonnance du 2 novembre 1945. — Décret du 20 janvier 1954. — Nécessité d'une autorisation 733

Baux à ferme. — Convention franco-yougoslave du 30 janvier 1929. Assimilation aux nationaux (non) 731

Nationalité.

Acquisition de la nationalité française par les enfants d'un Yougoslave. — Article 44 du Code de la nationalité. — Bénéfice pour le père des dispositions de l'article 869 du Code rural (non) 731

Nationalité française. — Reconnaissance. — Séjour à l'étranger assimilé à un séjour en France. — Conditions 729

Organisation Mondiale de la Santé.

Règlement sanitaire international. — Certificat de vaccination. — Entrée en France. — Infraction. — Sanction 728

Régime matrimonial.

Réfugiés. — Modification du régime matrimonial de droit commun, dans le pays d'origine. — Non-application. 738

Sécurité sociale.

Travailleur migrant. — Droit à pension. — Calcul 740

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE ARGENTINE,

par JEAN LISBONNE 742

Action en justice.

Infractions de caractère privé. — Plaignant domicilié à l'étranger. — Possibilité de recourir aux tribunaux argentins sans venir dans le pays 743

Caution *judicatum solvi*.

Etranger défendeur. — Demandeur reconventionnel. — Dispense de caution 747

Jugement étranger.

Décision étrangère prononcée par défaut. — Prorogation de compétence. — Procédure de citation. — Exécution en République argentine (oui). 747

Nationalité.

Naturalisation. — Utilisation par le naturalisé de sa nationalité d'origine. — Perte de la nationalité argentine 742

Succession.

Testament établi à l'étranger. — Biens situés en République argentine. Réserves des héritiers domiciliés en République argentine 745

CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE VÉNÉZUÉLIENNE,

par JEAN LISBONNE 752

Lettre de change.

Principes applicables en l'absence de traité ou de convention internationaux directement applicables. — Principes généraux du droit international privé. — Principes du Code Bustamante. — Convention de Genève ratifiée par le pays d'émission et d'endos. — Calcul des intérêts tels que prévus par la loi du lieu d'acceptation. — Conversion du montant en monnaie nationale 752

Documents

I. — CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.

Eaux internationales.

Convention du 20 novembre 1963 relative à l'amendement de la convention révisée pour la navigation du Rhin du 17 octobre 1868 (publiée en France par décret n° 68-247 du 13 mars 1968 : *J.O.* 20 mars 1968) 760

Impôts et contributions.

Convention entre la France et l'Italie tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune du 29 octobre 1958. Avenant à cette convention et protocole du 6 décembre 1965 (Publiés en France par décret n° 68-228 du 12 mars 1968 : *J.O.* 14 mars 1968) 764

Echange de lettres entre la France et Monaco relatif à la situation fiscale des actionnaires de sociétés monégasques domiciliés en France du 9 décembre 1966 (Publié en France par décret n° 68-250 du 29 février 1968 : *J.O.* 21 mars 1968) 777

Echange de lettres entre la France et l'U.R.S.S. relatif au régime fiscal des brevets soviétiques en France et réciproquement du 14 mars 1967 (Publié en France par décret n° 68-251 du 29 février 1968 : *J.O.* 21 mars 1968) 780

Nationalité.

Convention sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités du 6 mai 1963 (Publiée en France par décret n° 68-459 du 21 mai 1968 : *J.O.* 26 mai 1968) 781

Procédure civile.

Accord entre la France et l'Espagne du 19 février 1968 additionnel à la Convention de La Haye du 1^{er} mars 1954 relative à la procédure civile (Publiée en France par décret n° 68-339 du 9 avril 1968 : *J.O.* 17 avril 1968) 787

Propriété industrielle.

Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et règlement du 31 octobre 1958 (Publiée en France par décret n° 68-309 du 26 mars 1968 : *J.O.* 6 avril 1968) 788

Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses, révisé à Lisbonne le 31 octobre 1958 (Publié en France par décret n° 68-308 du 26 mars 1968 : *J.O.* 6 avril 1968) 792

Union de l'Europe occidentale.

Convention sur le statut de l'Union de l'Europe occidentale des représentants nationaux et du personnel international du 11 mai 1955 (Publiée en France par décret n° 68-343 du 3 avril 1968 : *J.O.* 18 avril 1968) 794

II. — TEXTES ET TRAITÉS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Pratique commerciale.

Règlement n° 459/68/CEE du Conseil du 5 avril 1968, relatif à la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne (*J.O.C.E.* 17 avril 1968 : Rectif. *J.O.C.E.* 1^{er} mai 1968) 800

Sociétés.

Première directive n° 68/151/CEE du Conseil du 9 mars 1968 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui seront exigées, dans les Etats membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers (*J.O.C.E.* 14 mars 1968) 814

Bibliographie et Revue des revues 820

Informations 843